Modèle de délibération. Les éléments surlignés en jaune sont à compléter

# Délibération N°AAAA-Num

**Nom de la collectivité / l’établissement,**

L’an deux mille vingt cinq

Le (jour) (mois) à (heures minutes)

**Le Conseil municipal / Conseil syndical / Conseil de communauté / Conseil d’administration** légalement convoqué s’est réuni à lieu en séance publique sous la présidence de Madame/Monsieur Prénom NOM, Maire / Président.

Date de convocation : JJ/MM/AAAA

Date d’affichage : JJ/MM/AAAA

Nombre de conseillers : nombre

* en exercice : nombre
* présents : nombre
* votants : nombre
* pouvoir : nombre

Présents : Prénom NOM, Prénom NOM, Prénom NOM.

Absents : Prénom NOM, Prénom NOM, Prénom NOM.

## Objet : Participation à l’appel d’offres de renouvellement des contrats d’assurance des risques statutaires du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l’Hérault (CDG 34)

## Le Conseil municipal / Conseil syndical / Conseil de communauté / Conseil d’administration,

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** le Code générale de la fonction publique ;

**VU** le Code de la commande publique ;

**VU** le Code des assurances ;

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 26 alinéa 5 qui autorise les centres de gestion à souscrire des contrats d’assurance prévoyance pour le compte des collectivités locales afin de couvrir les charges financières découlant de leurs obligations statutaires ;

**VU** le décret n°85-643 du 26 juin relatif aux centres de gestion de la fonction publique territoriale ;

**VU** le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris en application du deuxième alinéa de l’article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d’assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux.

**Le(a) Maire/Président(e) expose :**

* L’opportunité de confier au CDG 34 le soin d'organiser une procédure de mise en concurrence ;
* L’opportunité pour la Collectivité / l'Etablissement de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d’assurance statutaire garantissant une partie des frais laissés à sa charge, en vertu de l’application des textes régissant le statut de ses agents ;
* Que le CDG 34 peut souscrire un tel contrat pour son compte, si les conditions obtenues donnent satisfaction à la Collectivité / l'Établissement ;
* Que l’adhésion au contrat d’assurance entraine l’adhésion à la mission facultative de suivi et d’assistance aux contrats d’assurance proposée par le CDG 34.

## Après en avoir délibéré,

## DECIDE :

**La collectivité / L’établissement** donne mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l’Hérault (CDG 34) pour le lancement d’une procédure de mise en concurrence visant à conclure un contrat groupe d’assurance statutaire.

La collectivité / L’établissement a la faculté de ne pas y adhérer.

Le contrat groupe devra couvrir tout ou partie des risques suivants :

* Agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. : Décès, Accident du travail / maladie professionnelle, Maladie ordinaire, Longue maladie / maladie de longue durée, Maternité / Paternité / Adoption, Disponibilité d’office, Invalidité ;
* Agents non affiliés à la C.N.R.A.C.L. : Accident du travail / maladie professionnelle, Maladie grave, Maternité / Paternité / Adoption, Maladie ordinaire.

Ces contrats devront également avoir les caractéristiques suivantes :

* Durée du contrat : 4 ans, à effet au 1er janvier 2026 ;
* Régime du contrat : capitalisation.

La décision éventuelle d'adhérer aux conventions proposées fera l'objet d'une délibération ultérieure.

Fait à……,

le JJ/MM/AAA

Pour extrait conforme

*Le(a) Maire/Président(e)*,

Le(a) Maire/Président(e) certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l’Etat le ……………………….. et de sa publication le ………………………..